



Déclaration liminaire – CSA du 19/05/2025

Madame La Présidente,

Réunis en Assemblée Générale jeudi 5/05, les agents syndiqués et non syndiqués du SPIP de l'antenne de Versailles tirent la sonnette d'alarme :

- Sur la montée en charge de travail, liée à la fois à l'augmentation des dossiers et des réunions liées aux groupes de travail, à la multiplication des notes de services qui créent une angoisse dans la gestion par les personnels de leurs dossiers, sur l'interprétation des notes de services concernant le partenariat, ou les CPIP se retrouvant à assumer des missions de DPIP (ouverture des stages). Des priorités doivent être définies, afin de permettre aux collègues d'assumer sereinement leurs tâches et un mode de prise en charge dégradé serait souhaitable. La question des permanences devient problématique, maintien du P4 à évaluer, demande de récupération des permanences pour les agents en arrêt.
- Sur les modalités de management de la direction, en particulier sur la multiplication des demandes d'explications dont certaines sont infondées ou qui auraient pu faire l'objet d'un traitement différent (entretien avec le cadre référent). Par ailleurs la direction exige du personnel d'indiquer via APPI ou par mail sa position de travail, mais ne s'applique pas cette exigence : absence aux briefings, départs anticipés de la permanence, absence de mail indiquant la position éventuelle de télétravail.
- Sur les locaux : absence d'un réseau internet au niveau des bureaux d'entretien, ce qui est très préjudiciable étant donné que les PPSMJ viennent désormais avec leurs documents dématérialisés et ne peuvent donc les montrer ou les envoyer durant l'entretien; manque de bureaux d'entretien sur certaines journées qui risque d'être aggravé par le manque de lieux de permanence délocalisées sur certains secteurs, et l'augmentation de permanences assurées par les partenaires au SPIP.

Pour conclure, dans ce contexte, un mal-être au sein de l'antenne se développe, accentué par les annonces de notre Garde des Sceaux et les menaces qui pèsent sur les personnels.

La CGT IP 78